

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
10, rue Maurice Fabre  
L'Armorique  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 27 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CHIMIREC**

ZI de MEZAUBERT  
35133 JAVENE

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2022 dans l'établissement CHIMIREC implanté ZI de MEZAUBERT 35133 JAVENE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a porté sur la vérification par sondage d'éléments clés du dossier de réexamen IED transmis par l'exploitant le 02 septembre 2019 et de l'anticipation de l'entrée en vigueur au 17 août prochain des prescriptions de l'arrêté du 17 décembre 2019 applicable aux installations relevant du BREF WT.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC
- ZI de MEZAUBERT 35133 JAVENE
- Code AIOT dans GUN : 0005501436
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

L'établissement est dédié au tri-regroupement et transit de déchets d'activité, principalement de filtres à huile et de contenants de déchets pateux et liquides ainsi qu'à la fabrication d'un combustible solide énergétique destiné aux cimenteries.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données à l'inspection précédente
- contrôle par sondage de la conformité aux meilleures techniques disponibles

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'activité de traitement des aérosol n'a été réalisée que ponctuellement en 2016.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2022.1/ Inventaire effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.III	/	Sans objet
2022.2/ Prévention des émissions atm. diffuses MTD traitement mécanique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2	/	Sans objet
2022.3/ Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 III	/	Sans objet
2022.5/ MTD Prévention des émissions atm. diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 VI d)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suites à l'inspection précédente	Code de l'environnement du 01/01/2000, article L.171-1	/	Sans objet
Applicabilité (pour mémoire)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Art. 2	/	Sans objet
2022.4/ Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 I e	/	Sans objet
2022.6/ MTD Traitement mécaniqueNettoyage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 I	/	Sans objet
2022.7/ MTD Traitement mécaniqueAlimentation régulée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des lacunes dans la documentation des effluents atmosphériques et des émissions d'odeurs qui ne permettent pas de considérer que les MTD 1 XI, MTD 1 XIV, MTD 3 iii) et MTD 12 sont appliquées à ce jour.

Toutefois, même en l'absence de ces outils de pilotage, les constats réalisés montrent que les MTD relatives à la mise en place d'équipements, de process ou de valeurs limites d'émission sont globalement respectées.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Suites à l'inspection précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2000, article L.171-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Points non soldés de l'inspection précédente (04/11/21)
<b>Prescription contrôlée :</b> [Tous les constats susceptibles de suite ont fait l'objet d'une réponse satisfaisante]
<b>Constats :</b> <i>Pour mémoire</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Applicabilité (pour mémoire)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Art. 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect directive IED
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les prescriptions des annexes du présent arrêté sont applicables aux installations classées au titre d'une ou plusieurs rubriques listées à l'article 1er, autorisées avant le 18 août 2018, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévues à l'article R. 515-61 du code de l'environnement sont celles de la décision d'exécution 2018/1147, au 17 août 2022. [...]
<b>Constats :</b> <i>Pour mémoire.</i>  Cet arrêté rend opposable les principales MTD du BREF WT. Ses prescriptions sont opposables à partir du 17 août 2022.  On notera que dans son dossier de réexamen transmis le 02/09/19, l'exploitant n'a pas formulé de demande de dérogation à ces dispositions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : 2022.1/ Inventaire effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect directive IED
<b>Prescription contrôlée :</b> III. Inventaire L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : [1. Déchets, 2. Effluents aqueux] 3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
<b>Constats :</b> Les points de rejet canalisés d'effluents gazeux identifiés par l'exploitant sont : - 1/ Atelier de réception des emballages souillés et des déchets pâteux et préparation du combustible solide énergétique (CSE) destiné aux cimenteries dont le rejet est réalisé après passage sur filtre à manches et filtre à charbons actifs. Un PID lui permet d'identifier d'éventuelles dérives sur les COV. - 2/ Atelier de broyage des filtres à huile dont le rejet est réalisé après passage sur filtre à manches.  L'activité de broyage des aérosols n'étant plus réalisée, ce point de rejet identifié dans le dossier de réexamen IED n'est pas d'actualité.  Les deux points de rejet font l'objet de mesures de qualité régulières telles que prévues par l'arrêté d'autorisation. L'exploitant a bien noté les prochaines évolutions demandées sur les périodicités de contrôle et la baisse de la VLE relative aux poussières pour les rejets n°1 et 2 et aux COVT pour le rejet n°1.  Même si ses résultats des contrôles périodiques sont récapitulés dans un tableau tenu à jour, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un inventaire conforme à la prescription contrôlée, notamment en ce qui concerne les informations concernant la moyenne et la variabilité des rejets (notamment débit et température) ainsi que sur la présence de substances pouvant avoir des impacts.  > <b>L'exploitant doit mettre en place un inventaire des effluents gazeux conforme à la prescription contrôlée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** 2022.2/ Prévention des émissions atm. diffuses MTD traitement mécanique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect directive IED
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.
<b>Constats :</b> Comme vu précédemment, les deux points de rejet d'effluents gazeux canalisés liés à des activités de broyage mécanique de déchets sont équipés de filtres à manches. Des manomètres permettent de vérifier leur bon fonctionnement. Néanmoins, seul celui du rejet n°1 est équipé d'une alarme en cas de défaillance. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la fréquence de vérification du manomètre pour le point de rejet n°2.  <b>&gt; L'exploitant précise comment il s'assure de l'efficacité permanente du filtre à manches du rejet n°2.</b>  Les broyeurs sont, de plus, équipés de dispositifs de brumisation (fonctionnement pour le point de rejet n°1 non constaté , car broyeur à l'arrêt pendant l'inspection).  Enfin, la configuration des deux filtres à charbons actifs sur le rejet n°1 sera prochainement modifiée (passage de parallèle en série) afin d'une part d'optimiser la consommation en réactifs et, d'autre part, d'assurer l'atteinte de la nouvelle VLE fixée pour les déchets à valeur calorifique à 30 mg/Nm3 (Annexe 3.2 III)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : 2022.3/ Gestion des odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect directive IED
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;</li><li>- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;</li><li>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;</li><li>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Le site fait ponctuellement l'objet de signalements d'odeurs. L'exploitant a mis en place un registre de suivi et un plan d'actions pour limiter les émissions diffuses (identification des principales sources diffuses, abandon du traitement de certains déchets, sensibilisation du personnel à la fermeture des contenants et des portes, ...).</p> <p>En complément, un porter à connaissance sera prochainement déposé pour la fermeture du bâtiment CSE et il est prévu pour 2023 le réaménagement de zones de chargements pour faciliter le bâchage des véhicules.</p> <p>L'exploitant lie le début des signalements d'odeurs à la canalisation des rejets atmosphériques sur la zone broyage/CSE en 2017 (point de rejet n°1).</p> <p>Dans le cadre la demande d'autorisation environnementale en cours de rédaction, l'exploitant a engagé une étude "odeurs" ainsi que, sur le rejet n°1, un screening des composés et une mesure du taux abattement.</p> <p><b>&gt; Même si l'exploitant assure une surveillance des odeurs et a engagé plusieurs actions pour les limiter, l'inspection a malgré tout mis en évidence que les protocoles et programmes prévus par la prescription contrôlées ne sont pas suffisamment formalisés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : 2022.4/ Capacité de stockage appropriée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 I e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect directive IED
<b>Prescription contrôlée :</b> Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;</li><li>- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;</li><li>- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le suivi des déchets entrants est réalisé par informatique avec, pour chaque matériel de stockage, indication de ses capacités maximales théoriques et réglementaires (AP et seuils Seveso). Celui-ci permet d'identifier les différents flux sur le site, mais la qualité de la traçabilité (exactitude des tonnages) se dégrade au fur-et-à-mesure des opérations de déconditionnement et de regroupement.  Pour y palier, des évaluations hebdomadaires sont réalisées et renseignées sur le même outil.  L'exploitant ayant la maîtrise des apports de déchets sur son site, il peut lisser ou retarder certaines arrivées en fonction de la disponibilité de ses capacités de stockage et de production.  Enfin, comme indiqué lors de l'inspection précédente, un avertissement est émis lorsque les déchets sont présents plus de 80 j sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Nom du point de contrôle : 2022.5/ MTD Prévention des émissions atm. diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 VI d)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect directive IED
<b>Prescription contrôlée :</b> VI. L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :  d) Technique : Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses  Description : Cela inclut des techniques telles que : <ul style="list-style-type: none"><li>- le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ;</li><li>- le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ;</li><li>- la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions.</li></ul> Applicabilité : L'utilisation de bâtiments fermés ou d'équipements capotés peut être limitée par des considérations de sécurité, telles que le risque d'explosion ou d'appauvrissement en oxygène. Cette technique peut aussi être difficile à mettre en place en raison du volume des déchets.  <b>Constats :</b> Les opérations de broyage et de mélange des déchets pâteux, d'emballages souillés et des filtres à huile s'effectuent dans des bâtiments partiellement ouverts afin de permettre l'accès des engins (chargeuses, bennes, ...) et assurer une ventilation naturelle pour les employés.  Dans ces bâtiments, les équipements où les émissions sont susceptibles d'être les plus importantes (broyeurs, mélangeurs, ...) sont équipés d'un dispositif de captage des émissions diffuses, de même pour les convoyeurs capotés.  Néanmoins, certains équipements tels que des bennes et des fosses ou le tapis transporteur avec déversoir mobile n'en sont pas dotées. De même, la manipulation des déchets pâteux et des déchets d'emballages souillés à la chargeuse ou à la pelle mécanique se fait sans application des techniques listées.  > <b>L'exploitant doit se positionner sur les critères d'applicabilité de la prescription au regard des conditions qu'elle définit.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : 2022.6/ MTD Traitement mécanique Nettoyage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect directive IED
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Techniques spécifiques aux broyeurs de déchets métalliques L'exploitant nettoie régulièrement et intégralement la zone de traitement des déchets, les bandes transporteuses, les équipements et les conteneurs, conformément au g du VI de l'annexe 3.1.
<b>Constats :</b> Disposition non contrôlée. Néanmoins, lors de l'inspection, les équipements et locaux étaient dans un état de propreté satisfaisant (pas d'amas, niveau des contenants respectés, ...).  Il a été constaté que le nettoyage ponctuel des sols de la zone de broyage des déchets et de préparation du CSE était réalisé par balayage. Or cette pratique remet de la poussière en suspension.  > <b>L'exploitant est invité à étudier d'autres solutions de nettoyage des sols, moins émettrices de poussières.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : 2022.7/ MTD Traitement mécanique Alimentation régulée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect directive IED
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que l'alimentation du broyeur est régulée en évitant toute interruption de l'entrée des déchets ou toute surcharge, qui pourrait donner lieu à des arrêts et redémarrages non souhaités du broyeur.
<b>Constats :</b> Point non contrôlé pendant l'inspection.  L'exploitant a déclaré avoir la maîtrise de l'arrivée des déchets sur le site. De ce fait, il lui est possible de lisser l'approvisionnement des broyeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite